

L'entrée dans l'âge adulte des jeunes réunionnaises et martiniquaises : la famille comme une « évidence » ?

Didier Breton

CRESS – Université de Strasbourg. Chercheur associé à l'Institut national d'études démographiques (INED/Ur3).

Mots-clés : Entrée dans l'âge adulte - Jeunes femmes – La Réunion – Martinique.

Cet article décrit l'évolution au fil des générations des cinq événements biographiques caractérisant la trajectoire d'entrée dans la vie adulte des femmes natives de deux départements d'outre-mer : la sortie du système scolaire, la décohabitation parentale, la première mise en couple, la première naissance et le premier emploi. Après une étude de chacun des événements pris séparément, l'étude montre les combinaisons des différents événements familiaux avant et après la sortie du système scolaire selon le niveau d'études atteint. Les résultats mettent en évidence deux modèles différents, notamment chez les moins diplômées. Les contrastes tiennent notamment à la place des unions dans les trajectoires des jeunes femmes devenant mères (monoparentalité plus prégnante en Martinique qu'en Guadeloupe). Les résultats sont issus de l'exploitation de l'enquête Migrations, Famille et Vieillesse (MFV) – enquête inédite, réalisée simultanément dans les quatre départements d'outre-mer – dont l'ambition est la connaissance et la compréhension des enjeux de cohésion sociale de ces territoires à travers le prisme des trajectoires individuelles de seize mille hommes et femmes interrogés entre fin 2009 et début 2010.

L'étude des trajectoires familiales des jeunes femmes d'outre-mer touche une dimension importante des enjeux de cohésion sociale de ces territoires : le devenir des jeunes et leur capacité à imaginer leur avenir dans ou hors de leur département de naissance. Les trajectoires familiales et leur évolution au fil des générations sont également des révélateurs de la place des jeunes dans les sociétés ultramarines. Elles se composent dans un contexte de chômage massif des jeunes depuis plus de vingt ans et de fortes inégalités qui ne semblent pas – pour le moment – entraver la cohésion sociale – encore – forte (Roinsard, 2007, 2005 ; Marie et Temporal, 2011). Face à un marché de l'emploi excluant partiellement les plus jeunes actifs et aux multiples freins à la mobilité (coût lié à l'insularité, éloignement de la famille, marché de l'emploi difficile en Métropole comme dans le département...),

l'entrée précoce « en famille » pourrait se révéler comme une alternative face à une insertion professionnelle « souhaitée », mais inaccessible. Le modèle métropolitain de la jeunesse, qualifié de « républicain », dans lequel le diplôme est le principal déterminant de la trajectoire d'entrée dans la vie adulte (Van de Velde, 2008 ; Meron et Widmer, 2002 ; Robert-Bobée et Mazuy, 2005), s'observe-t-il dans les deux départements d'outre-mer étudiés ? Autrement dit, le diplôme détermine-t-il, autant qu'en Métropole, la trajectoire des jeunes martiniquaises et réunionnaises restées vivre dans leur département de naissance (encadré 1, p. 26). L'étude s'appuie sur l'observation des cinq événements biographiques caractérisant généralement la trajectoire d'entrée dans la vie adulte : la sortie du système scolaire, la décohabitation parentale, la première mise en couple, la première naissance et le premier emploi (Galland, 2000 ; Sebille, 2009 ; Toulemon, 1994).

L'objectif de cet article est de montrer l'évolution au fil des générations des modalités d'entrée dans la vie adulte des jeunes femmes en traitant chacun des cinq événements séparément. Une première partie de l'article montre ainsi les grands bouleversements, sur près de quarante générations (1950 à 1989), du calendrier et de l'intensité des événements constitutifs de la trajectoire d'entrée dans la vie adulte. La deuxième partie distingue systématiquement trois groupes de femmes : celles titulaires d'un diplôme au moins égal au baccalauréat, celles titulaires d'un diplôme inférieur et celles sans diplôme. Dans cette partie sont comparées les générations 1950-1959 aux générations 1970-1979 pour juger d'une éventuelle variation dans le temps de l'effet du diplôme. Enfin, la situation des femmes nées entre 1970 et 1979 est examinée ; une analyse multivariée est utilisée pour montrer les associations entre les trajectoires familiales « post scolaires » et, d'une part, la situation économique et sociale des femmes au moment de l'enquête (revenu monétaire, précarité ressentie, situation sur le marché

Encadré 1

La population étudiée

Pour l'analyse, seules les femmes vivant en Martinique et à La Réunion, « natives » de ces départements ont été retenues pour les raisons suivantes :

- afin de travailler au sein d'une population plus homogène du point de vue des comportements familiaux, et « socialisée » dans les départements concernés. Les natives représentent respectivement 90 % et 70 % des générations 1950-1959 et 1970-1979 vivant en Martinique au moment de l'enquête contre 81 % et 79 % à La Réunion. Parmi les non-natifs, on compte les originaires (enfants de natifs), c'est le cas, par exemple, de 30 % des non-natives des générations 1970-1979 vivant en Martinique au moment de l'enquête, contre 15 % à La Réunion. Un certain nombre de natives vivent en dehors du département. La population étudiée n'est donc pas représentative de celle des natives des départements, et les natives vivant en dehors du département ont un comportement reproductif et familial spécifique (*).

- la Guadeloupe et la Guyane sont exclues pour faciliter la lecture du texte. La situation guadeloupéenne est relativement proche de celle de la Martinique. La Guyane est beaucoup plus spécifique et il y a peu d'intérêt à ne travailler que sur les natives qui représentent à peine la moitié des femmes de certaines générations, en limitant la population étudiée.

Ce travail repose sur l'exploitation de l'enquête Migrations, Famille et Vieillesse (MFV), présentée dans l'encadré 2 p. 28.

(* Breton D. et Temporal F., 2010, « Des enfants de plus en plus tard ? Territoires de résistances en outremer », Chaire Quételet 2010, Louvain, 20 p. ; Charbit Y. et Leridon H., 1980 (en collaboration avec Leridon H.), *Transition démographique et modernisation en Guadeloupe et en Martinique*, collection Cahiers de l'INED, n° 89 ; Marie C.-V., Temporal F., Breton D. et Abdouni S., 2011, « Migrations, Famille et Vieillesse. Des défis pour La Réunion de demain », *Insee-Partenaires*, n° 12.

de l'emploi...) et, d'autre part, des variables caractérisant d'autres dimensions de leur vie (histoire migratoire, histoire familiale...). Les résultats présentés prolongent des travaux antérieurs sur la place des maternités précoces dans les trajectoires d'entrée dans la vie adulte des femmes à La Réunion (1) (Breton, 2005 a). Ils prolongent également des résultats récemment obtenus à partir des données du recensement de la population montrant en quoi les départements d'outre-mer (DOM) sont des territoires de résistance au recul de l'âge au

premier enfant, une des manifestations de la seconde transition démographique. Les DOM se distinguent par une proportion de mères parmi les femmes âgées de moins de 25 ans plus forte que celle observée dans les départements métropolitains, et ce même une fois contrôlés les effets de structures relatifs à la situation de couple, au fait d'être ou non étudiant et d'être ou non actif (Breton et Temporal, 2010).

Une trajectoire d'entrée dans la vie adulte plus stable à La Réunion

La fin des études est le phénomène qui ouvre le plus souvent la trajectoire d'entrée dans la vie adulte des jeunes femmes (2). Dans les deux départements, la Martinique et La Réunion, on constate un fort allongement de la durée des études (graphique 1 a). En Martinique, à l'âge de 19 ans (3), près de 70 % des femmes des générations 1950-1959 et 1960-1969 avaient quitté le système scolaire, contre seulement 40 % dans les générations 1970-1979 et 30 % dans les générations 1980-1989. À La Réunion, les proportions sont plus fortes quelle que soit la génération. L'écart entre les deux départements se creuse : à 19 ans, il est de vingt points dans la génération 1970-1979 et 1980-1989 contre dix points dans les générations les plus anciennes. Les Réunionnaises sortent donc du système scolaire plus tôt que les Martiniquaises. Aux Antilles, les taux de scolarité sont en effet significativement supérieurs à ceux des autres départements d'outre-mer, mais aussi de nombreux départements métropolitains (Breton et Temporal, 2010). Ils demeurent toutefois inférieurs à ceux de l'ensemble de la Métropole (4). À La Réunion, les pentes des courbes du graphique 1 a sont toujours plus fortes, montrant ainsi l'existence d'une catégorie de femmes déscolarisées précocement. Le développement et l'accès à l'enseignement supérieur sont plus récents et plus de la moitié des natives des générations 1980-1989 avaient quitté les études avant l'âge de 20 ans. Après la sortie du système scolaire, c'est la décohabitation parentale qui présente le calendrier le plus précoce des événements de la trajectoire d'entrée dans la vie adulte (graphique 1 b.). La décohabitation est plus précoce à La Réunion et, comme pour le calendrier de la sortie du système scolaire, l'écart se creuse dans les générations les plus récentes (5). À La Réunion, contrairement à la situation martiniquaise,

(1) À La Réunion, contrairement aux autres départements, une enquête Famille a été menée en 1997 et a donné lieu à de nombreuses analyses longitudinales notamment relatives aux dynamiques familiales (Breton, 2005 a).

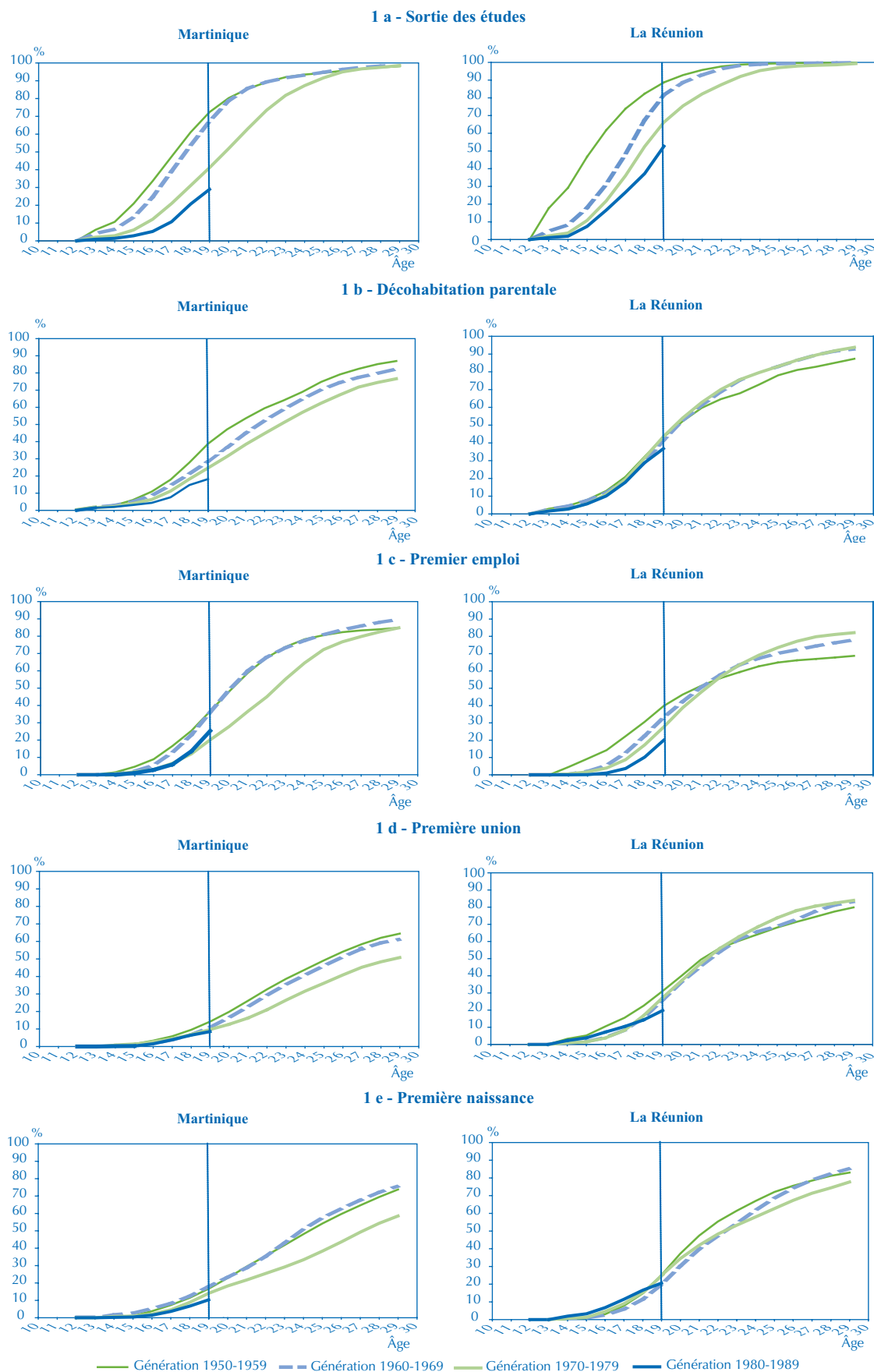
(2) La sortie des études est, dans 91 % des cas, le premier événement de la trajectoire d'entrée dans la vie adulte des femmes natives de Martinique des générations 1950-1959 contre 81 % dans les générations 1970-1979. Ces proportions sont respectivement de 94 % et 85 % à La Réunion.

(3) À la fin de l'année de leur dix-neuvième anniversaire.

(4) Une exploitation spécifique de l'enquête Étude des relations familiales et intergénérationnelles (ERFI) 2005, réalisée par l'Institut national d'études démographiques (INED) en collaboration avec l'Institut national de la statistique et des études économiques montre que, dans les générations 1980-1984 en Métropole, seulement 11 % des femmes avaient quitté l'école à la fin de leur dix-neuvième anniversaire, soit deux fois moins qu'en Martinique et près de trois fois moins qu'à La Réunion.

(5) Le niveau de la décohabitation en Martinique dans les générations les plus récentes est proche de celui observé en Métropole.

Évolution des événements d'entrée dans la vie adulte dans les générations des femmes natives de Martinique et de La Réunion



Source : INED, enquête MFV 2009-2010.

le calendrier de la décohabitation ne connaît presque aucune modification (6). Ce calendrier dépend généralement du calendrier des autres phénomènes biographiques : l'allongement de la durée des études, le retard des mises en couple et de l'accès à un premier emploi. La stabilité des indicateurs de décohabitation à La Réunion doit être mise en relation avec la précocité d'un des événements.

Si la fin des études et la décohabitation parentale contribuent à l'autonomisation des jeunes femmes vis-à-vis de leurs parents, le premier emploi (7) contribue davantage à leur autonomisation financière. Dans les générations 1950-1959 et 1960-1969, quel que soit l'âge, la proportion de femmes ayant déjà travaillé avant l'âge de 30 ans est plus faible à La Réunion qu'en Martinique. Cela est en partie lié à la proportion plus importante de femmes n'ayant jamais travaillé, près de 30 % dans la génération 1950-1959 contre moins de 20 % en Martinique [graphique 1 c, p. 27] (8) Au fil des générations, la proportion de femmes ayant déjà travaillé avant l'âge de 20 ans diminue, à la fois en raison de l'allongement des études, mais aussi de la situation du marché de l'emploi, notamment pour les femmes non qualifiées (Nacitas et Paraire, 2010 ; Bally et Rochoux, 2006).

En Martinique, plus de 35 % des natives des générations 1950-1959 et 1960-1969 ne déclarent aucune union avant l'âge de 30 ans. Cette proportion est proche de 50 % dans les générations 1970-1979, bien supérieure à celle, invariable au fil des générations, observée à La Réunion (inférieure à 20 % – graphique 1 d, p. 27). La précocité de la mise en couple à La Réunion fait probablement écho à celle de la décohabitation constatée ci-dessus. L'enquête Migrations, Famille et Vieillessement (MFV – encadré 2) menée par l'Institut national d'études démographiques (INED) en collaboration avec l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) confirme la mise en union historiquement peu fréquente et tardive aux Antilles (Charbit et Leridon, 1980), comparée à La Réunion (Breton et Temporal, 2010) et à la Métropole (9). Enfin, la naissance du premier enfant est le plus tardif des cinq événements étudiés, au même titre que les premières unions dans le cas de la Martinique. Quel que soit l'âge et quelle que soit

Encadré 2

L'enquête Migrations, Famille et Vieillessement (MFV)

« Fin 2009, début 2010, l'INED et l'INSEE ont engagé, pour la première fois de manière coordonnée dans les quatre DOM, une enquête de grande envergure sur les mutations sociodémographiques en cours et leurs incidences sur l'avenir de ces départements : l'enquête Migrations, Famille et Vieillessement (MFV). Trois thèmes d'étude ont été privilégiés, en interrogeant seize mille personnes âgées de 18 ans à 79 ans : les évolutions de la vie familiale, les enjeux et conséquences des migrations et les effets du vieillissement sur les solidarités intergénérationnelles. S'agissant des migrations, l'enquête MFV permet une analyse fine de leurs réalités dans chacun des DOM. Elle étudie toutes les populations concernées : celles qui partent, celles qui s'installent, autant que celles qui reviennent. Mais elle s'intéresse aussi à ceux qui n'ont jamais quitté leur département, en essayant d'en comprendre les raisons. Dans son approche de la famille, elle apporte un éclairage inédit en proposant une analyse des parcours familiaux des hommes, des femmes et, surtout, de leurs enfants. Plus largement, elle examine aussi les modalités d'accès aux biens et aux services (logement, emploi, services publics, santé, etc.) des personnes interrogées et les discriminations dont elles auraient pu être victimes.

Une attention particulière a été également accordée aux jeunes adultes de 18 ans à 34 ans. L'étude de leur parcours professionnel s'accompagne d'un examen de leur trajectoire scolaire et de leur éventuelle migration pour tenter d'en mesurer l'impact sur l'accès à l'emploi.

Concernant les solidarités intergénérationnelles, l'enquête permet de mesurer l'entraide familiale, qui améliore la vie quotidienne des plus âgés. Les DOM, et La Réunion en particulier, sont face au défi grandissant de la prise en charge de la dépendance. Les prochaines exploitations, complétées par des entretiens auprès des populations concernées, aideront à mieux cerner les enjeux des solidarités intergénérationnelles : profil des aidants et des aidés, rôles respectifs de la famille et de l'entourage dans l'organisation des solidarités, besoins exprimés par les populations concernées, situation particulière des personnes isolées, etc.

Enfin, parce que les DOM sont un creuset original de production, d'échanges et de mixité culturels, l'enquête MFV s'est aussi intéressée aux formes objectives de ce dynamisme culturel, à l'étude des pratiques et valeurs religieuses et la place de la langue créole au sein des familles et aux réalités de sa transmission ».

Source : Marie C.-V., Temporal F., Breton D. et Abdouni S., 2011, « Migrations, Famille et Vieillessement. Des défis pour La Réunion de demain », *Insee-Partenaires*, n° 12.

Voir aussi pour plus de détails la présentation de l'enquête dans l'article de Claude Valentin Marie p. 98, dans ce numéro.

(6) En Martinique, la proportion d'étudiants vivant chez leurs parents est plus élevée : 78 % des étudiantes âgées de 20 ans à 24 ans vivaient chez leurs parents contre 66 % à La Réunion (exploitation spécifique de l'auteur des fichiers détails du Recensement rénové de la population de 2006).

(7) Dans l'enquête Migrations, Famille et Vieillessement (MFV), le premier emploi est un emploi ayant duré au moins trois mois consécutifs, après la fin des études.

(8) Les proportions de femmes ayant eu un premier emploi n'augmentent plus à partir d'un certain âge, ce qui signifie que la probabilité d'acquiescer un emploi devient nulle.

(9) Une exploitation spécifique de l'enquête ERFI 2005 montre que dans les générations 1980-1984 en Métropole, près de 15 % des femmes ont déclaré une première union avant l'âge de 20 ans. La situation est intermédiaire entre la Martinique (10 %) et La Réunion (20 %) ; graphique 1 d, p. 27.

la génération, la proportion de femmes qui sont mères d'au moins un enfant est toujours un peu plus forte à La Réunion. Dans les générations les plus récentes, la proportion est deux fois plus élevée à La Réunion qu'en Martinique (20 % contre 10 % – graphique 1 e, p. 27 et près de cinq fois plus élevée qu'en Métropole (4 %) (10). Dans les générations les plus récentes, la proportion de mères avant l'âge de 20 ans est stable voire augmente légèrement à La Réunion. Deux explications peuvent être avancées. La première est la disparition progressive d'une période « tampon », qui se déroulait au sein de la famille d'origine et se situait entre la fin des études et la naissance d'un premier enfant (Breton, 2005 a). L'autre explication est un probable effet de sélection lié aux nombreuses émigrations des femmes les plus diplômées dont le comportement est souvent proche de celui observé chez les jeunes femmes métropolitaines (Breton et Temporal, 2010). Quel que soit le phénomène étudié, un changement de « régime » s'est opéré en Martinique entre les générations 1960-1969 et 1970-1979 (générations qui étaient âgées de 20 ans à 25 ans dans le courant de la décennie 1990 et le début des années 2000). Ce changement est imperceptible à La Réunion malgré l'allongement régulier de la durée des études. Ce constat pourrait signifier un simple décalage dans le rythme de changement de modèles, à moins qu'il ne soit le reflet d'une spécificité réunionnaise d'entrée plus précoce dans la vie familiale (mise en couple et naissance du premier enfant).

Cette première analyse montre le contraste entre les deux départements. La précocité des sorties du système scolaire, le maintien du calendrier des mises en couple et de l'entrée en parentalité caractérisent le modèle réunionnais alors que le modèle martiniquais se caractérise par un recul progressif du calendrier des différents événements, notamment celui de la décohabitation. Les générations 1970-1979 en Martinique adoptent un comportement proche de celui de la Métropole, ce qui ne semble pas encore le cas à La Réunion.

Âge, raisons et niveau d'études à la sortie du système scolaire

Dans les deux départements, l'allongement des études au fil des générations est le phénomène le plus marquant. Les générations plus récentes sont sorties du système scolaire à la fois plus tardivement et plus diplômées (tableau 1). Malgré ces changements, près de 40 % des Réunionnaises des générations 1970-1979 sont sorties sans diplôme, près de deux fois plus qu'en Martinique. Cette proportion dépasse même celle observée dans les générations 1950-1959 en Martinique. Les raisons de quitter l'école ne sont plus les mêmes (tableau 2, p. 30). En Martinique comme à La Réunion, la principale raison des sorties a changé au fil des générations. Dans les plus anciennes, ce sont des contraintes familiales qui sont le plus souvent évoquées (11) : « la famille avait besoin d'aide » ou « il fallait garder des enfants plus jeunes » ou

Tableau 1

Âge à la fin des études selon le diplôme le plus élevé obtenu dans les générations des femmes nées et vivant en Martinique et à La Réunion entre 1950-1959 et 1970-1979

		Âge moyen à la fin des études		Structure (pondérée)		Effectifs concernés		Écart type de l'âge à la fin des études	
		Gén. 1950-1959	Gén. 1970-1979	Gén. 1950-1959	Gén. 1970-1979	Gén. 1950-1959	Gén. 1970-1979	Gén. 1950-1959	Gén. 1970-1979
Martinique	Baccalauréat et plus	20,6	21,9	18 %	38 %	66	104	1,7	1,7
	Moins que le baccalauréat	17,7	19,6	52 %	43 %	169	120	1,7	1,8
	Pas de diplôme	15,6	16,8	30 %	20 %	88	53	1,3	1,5
	Total	17,6	19,9	100 %	100 %	323	277	2,2	2,3
La Réunion	Baccalauréat et plus	20,3	21	11 %	27 %	40	104	1,8	2,3
	Moins que le baccalauréat	17	18,9	33 %	36 %	120	133	1,8	2
	Pas de diplôme	14,9	16,6	56 %	38 %	137	113	1,5	1,9
	Total	16,2	18,6	100 %	100 %	297	350	2,6	2,9

Source : INED, enquête MFV 2009-2010.

(10) Estimation obtenue à partir des données de l'enquête ERFI 2005 dans les générations 1980-1984.

(11) Il ne faut pas négliger un effet de mémoire ou de réinterprétation de la raison de la fin des études, notamment des personnes des générations les plus anciennes.

Tableau 2

Raisons évoquées pour l'arrêt des études en Martinique et à La Réunion (en %)
Génération 1950-1959 et 1970-1979 - question à choix multiples

	Martinique		La Réunion	
	Génération 1950-1959	Génération 1970-1979	Génération 1950-1959	Génération 1970-1979
Fini ses études ou proposition d'un travail	25,6	33,4	17,8	28,9
Avait besoin de gagner de l'argent	26,3	30,3	13,9	9,5
Échec scolaire ou n'aimait pas l'école	10,5	17,4	24,3	24,5
Pas possible de continuer les études sur place	4,3	5,0	5,1	2,9
Impossibilité du point de vue des parents	35,3	14,9	41,8	13,8
Enceinte ou mise en couple	8,3	9,5	3,9	26,8

Source : INED, enquête MFV 2009-2010.

« contraintes familiales, conflits, décès d'un parent... » (12). Au contraire, dans les générations plus récentes, c'est le « la fin de ses études ou la proposition d'un emploi » qui est le plus souvent avancée (13). Cette évolution reflète en partie le saut qualitatif des études dans les deux départements. En revanche, les deuxièmes raisons les plus souvent évoquées par les femmes sont différentes dans l'un et l'autre des départements. En Martinique, « le besoin de gagner de l'argent » est très souvent avancé ; à La Réunion, les raisons sont autres : « l'échec scolaire », le « désintérêt pour les études », le « fait d'être enceinte » et « la mise en couple » (tableau 2).

L'analyse des causes de sortie du système scolaire renforce deux hypothèses souvent avancées dans l'analyse du comportement de la jeunesse : d'une part, la recherche d'un bien matériel immédiat (CES, 2009) et une entrée précoce dans une trajectoire familiale, à défaut de toute perspective d'insertion professionnelle à La Réunion (Breton et Temporal, 2010). La sortie du système scolaire est l'événement le plus précoce de la trajectoire d'entrée dans la vie adulte des jeunes femmes dans la majorité des cas, mais il arrive qu'un autre coïncide ou la précède (graphique 2). C'est d'abord le cas de la décohabitation. La durée des études en est alors la principale cause. Les femmes menant des études supérieures sont parfois contraintes à vivre dans une ville universitaire, souvent éloignée du lieu d'habitation de leurs parents. C'est notamment le cas de jeunes natives des DOM poursuivant des études supérieures en Métropole (14). Plus rarement

la mise en couple et la naissance d'un enfant précèdent ou coïncident avec la fin des études. L'effet du diplôme dans les générations les plus récentes est opposé en Martinique et à La Réunion. Dans le premier département, la proportion des naissances est d'autant plus forte que le diplôme est élevé, contrairement au second. Le graphique 2 montre la coïncidence entre les générations 1950-1959 martiniquaises et 1970-1979 réunionnaises.

À La Réunion, les cas de sorties d'études avec naissance ou mise en couple augmentent entre les deux générations, quel que soit le niveau d'études, reflétant les grandes transformations du rôle de la famille dans ce département, transformations probablement observées en Martinique dans des générations plus anciennes.

Les trajectoires familiales durant les cinq années qui suivent la fin des études

Dans la suite de l'article, sont analysés conjointement les différents événements familiaux connus dans les cinq années suivant la sortie du système scolaire, sans différencier l'ordre dans lequel ces événements se produisent (15). En Métropole, le diplôme est un facteur déterminant de la trajectoire familiale des individus, notamment de l'arrivée du premier enfant (16) (Robert-Bobée et Mazuy, 2005 ; Meron et Widmer, 2002). Malgré la différence de structure des deux départements concernant le niveau d'études au moment de sortir du système scolaire (tableau 1, p. 29), à diplôme équivalent, les trajectoires familiales sont-elles similaires dans les deux régions ? Comme le montre le graphique 3, p. 33, la répartition des femmes suivant leur destin familial varie avec le niveau scolaire. En Martinique, le diplôme fait varier la probabilité, pour les femmes ayant indiqué une naissance, de déclarer également une union. La probabilité de signaler une union en plus d'une naissance est d'autant plus forte que le diplôme est élevé. En revanche, la proportion de femmes ayant un enfant

(12) C'est une des raisons évoquées pour 49,2 % des femmes sans diplôme en Martinique et 54,7 % à La Réunion (génération 1950-1959).

(13) Cette raison est évoquée par 56,2 % des plus diplômées en Martinique et 53,2 % à La Réunion (génération 1970-1979).

(14) Dans les générations récentes, les femmes martiniquaises vivant en Martinique et titulaires d'un diplôme du supérieur l'ont obtenu hors de leur département de naissance (17 % des diplômées en Martinique contre seulement 2,7 % à La Réunion). À La Réunion, l'éloignement de Saint-Denis de nombreuses jeunes femmes les conduit à avoir leur propre logement.

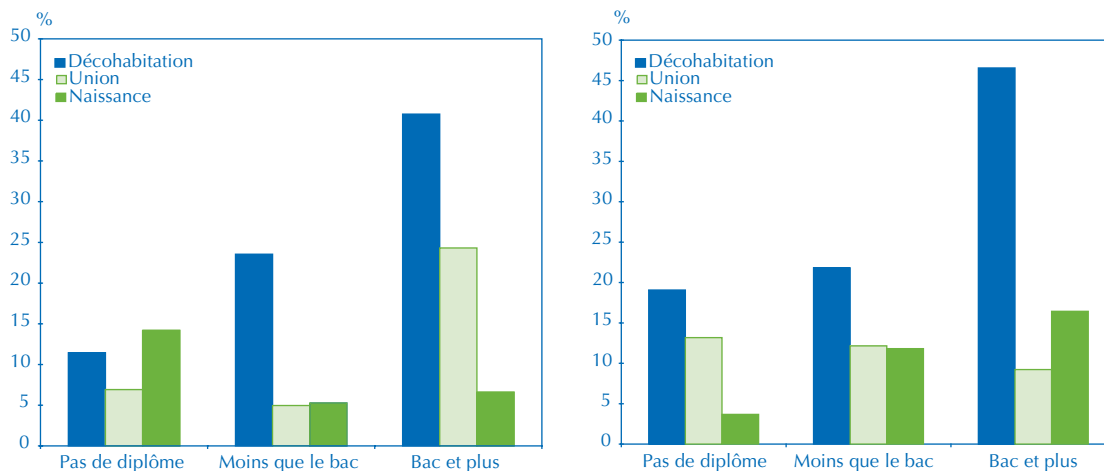
(15) Il ne s'agit pas d'une étude au sein d'une cohorte de fin d'études ou de générations, mais bien d'une « pseudo-cohorte » de fin d'études rassemblant des femmes d'un même groupe de générations.

(16) Ces études métropolitaines sont menées dans des générations et non des cohortes de sortie du système scolaire.

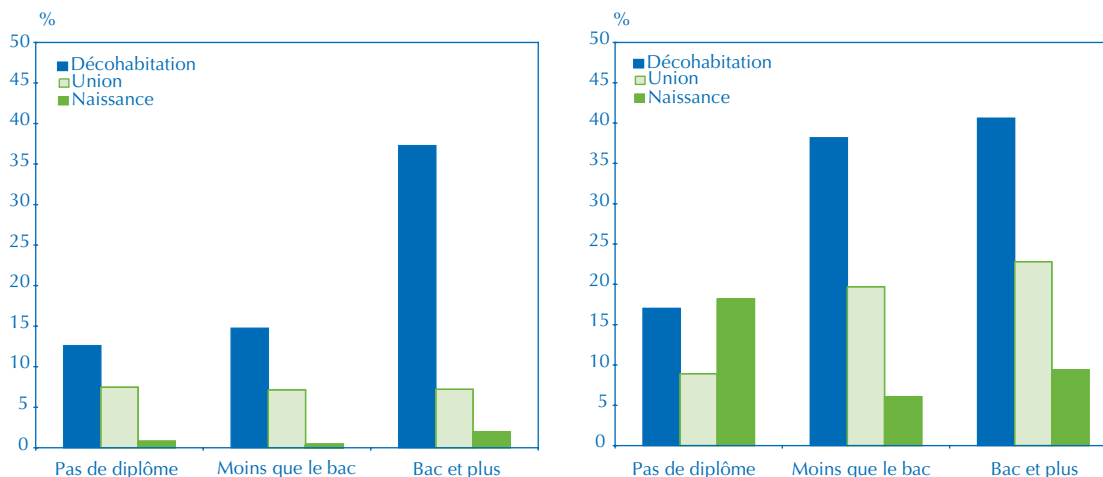
Graphique 2

Proportion des femmes ayant connu les différents événements d'entrée dans la vie adulte avant ou la même année que la fin de leur scolarité
Génération 1950-1959 (à gauche) et génération 1970-1979 (à droite)

2 a - Martinique



2 b - La Réunion



Source : INED, enquête MFV 2009-2010.

varie peu selon le niveau d'études atteint (entre 51 % pour celles sans diplôme et 61 % pour celles titulaires d'au moins le baccalauréat). Il en est de même à La Réunion, mais dans des proportions moindres ; la grande majorité des Réunionnaises qui déclarent une naissance signalent également une union.

À La Réunion comme en Martinique, l'effet du diplôme est plus important dans les générations 1970-1979. Dans le premier département, ce sont les femmes diplômées d'au moins le baccalauréat qui portent seules un des traits marquants de la seconde transition démographique : l'augmentation de la proportion de femmes déclarant une union sans enfant. Ces femmes ont un comportement proche de celui observé en Métropole. En Martinique, les moins diplômées se distinguent avec une sur-représentation des trajectoires correspondant à une

situation de monoparentalité totale (aucune union déclarée). Les changements au fil des générations sont plus prononcés à La Réunion. Dans les générations plus récentes s'opère une accélération de l'occurrence des événements familiaux une fois les études terminées. Quel que soit le niveau d'études atteint, la proportion de femmes n'ayant connu aucun événement diminue de plus de la moitié. Les femmes les moins diplômées et celles non diplômées ont plus rapidement leur premier enfant et déclarent également plus souvent une union. Les femmes non diplômées, en proportion moins nombreuse dans les générations 1970-1979, constituent probablement un groupe aux comportements familiaux plus homogènes et plus marqués. À l'inverse, la proportion des Martiniquaises n'ayant connu aucun événement est stable, voire augmente légèrement pour les titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat.

Alors que les changements du calendrier des événements familiaux selon l'âge, étudiés indépendamment les uns des autres (graphique 1, p. 27), étaient plus stables à La Réunion, l'étude des événements combinés selon le type de diplôme, une fois sortie du système scolaire, montre un raccourcissement des calendriers familiaux dans ce département, pour un peu que l'on adopte une grille d'analyse différente de l'âge.

Un temps passé en famille monoparentale plus important en Martinique

Les femmes ayant déclaré au moins la naissance d'un enfant ou une mise en couple dans les cinq années qui suivent la fin des études ont été isolées (17). Elles peuvent, chaque année, être « hors couple et sans enfant », « en couple sans enfant », « en couple avec enfant » et « hors couple avec un enfant ». Pour chaque département, chaque génération et chaque niveau d'études, la durée moyenne passée dans chacun de ces états est calculée, et ce quelle que soit la nature de la trajectoire des femmes (18). Cet indicateur de combinaisons de calendriers complète ceux du graphique 3, ci-contre, qui combinait différentes intensités. La durée moyenne passée « sans enfant et hors union » est en moyenne plus courte dans les générations récentes, sauf pour les plus diplômées en Martinique. Les femmes exposées à un événement familial le connaissent plus rapidement. Les Martiniquaises non diplômées, nées entre 1970 et 1979 et ayant déclaré une naissance ou une mise en couple, passent en moyenne 2,5 ans sur les 6 possibles en famille monoparentale, contre 1,3 an à La Réunion. L'analyse des trajectoires familiales

souligne les forts contrastes entre la Martinique et La Réunion. Les graphiques 3, ci-contre, et 4, p. 34 confirment la proximité entre les indicateurs des générations 1970-1979 de La Réunion avec ceux des générations 1950-1959. Ces contrastes sont d'autant plus importants à souligner que, souvent, du point de vue de la Métropole, il existe une seule réalité pour la jeunesse d'outre-mer. Si le niveau d'études est plus élevé en Martinique, ce n'est pas la principale raison des différences observées. Les comportements semblent bien spécifiques ; ils sont, en partie, ancrés à des pratiques culturelles et sociales. À La Réunion, c'est la mise en couple qui semble « faire famille » alors qu'en Martinique c'est plus souvent l'enfant qui joue ce rôle. Une alternative à une trajectoire familiale serait une insertion professionnelle (19). La probabilité de travailler dans les cinq ans qui suivent la fin des études est particulièrement faible chez les non diplômées (tableau 3). Moins d'une femme sur deux déclare une expérience professionnelle. Cette probabilité diminue entre les deux générations dans la majorité des cas. La baisse est particulièrement forte pour les Martiniquaises sans diplôme et les Réunionnaises les plus diplômées.

Les femmes les moins diplômées sont celles qui ont à la fois une entrée plus rapide dans la vie familiale et la plus faible insertion professionnelle. Ce constat a déjà été mis en évidence à partir de modèles logistiques pour les jeunes femmes réunionnaises (Breton, 2005 b). Ce résultat conforte l'hypothèse d'une orientation vers une « trajectoire familiale » d'autant plus forte que le diplôme est faible et la probabilité d'accéder à un emploi associée faible. La mise en couple et/ou la naissance d'un enfant contribue certainement à donner à ces jeunes femmes un statut social. Il est cependant très difficile, tout du moins avec l'exploitation des données de l'enquête MFV, de distinguer la cause et la conséquence (20). En revanche, des associations entre trajectoire familiale précoce et situation économique précaire existent, comme le montre la suite de l'article.

Tableau 3

Proportion de femmes déclarant un emploi dans les cinq ans suivant l'arrêt des études en Martinique et à La Réunion (en %) Générations 1950-1959 et 1970-1979 - question à choix multiples

	Martinique		La Réunion	
	Génération 1950-1959	Génération 1970-1979	Génération 1950-1959	Génération 1957-1979
Aucun diplôme	62	48	47	48
Diplôme inférieur au baccalauréat	72	74	57	78
Baccalauréat et plus	97	91	97	86

Source : INED, enquête MFV 2009-2010.

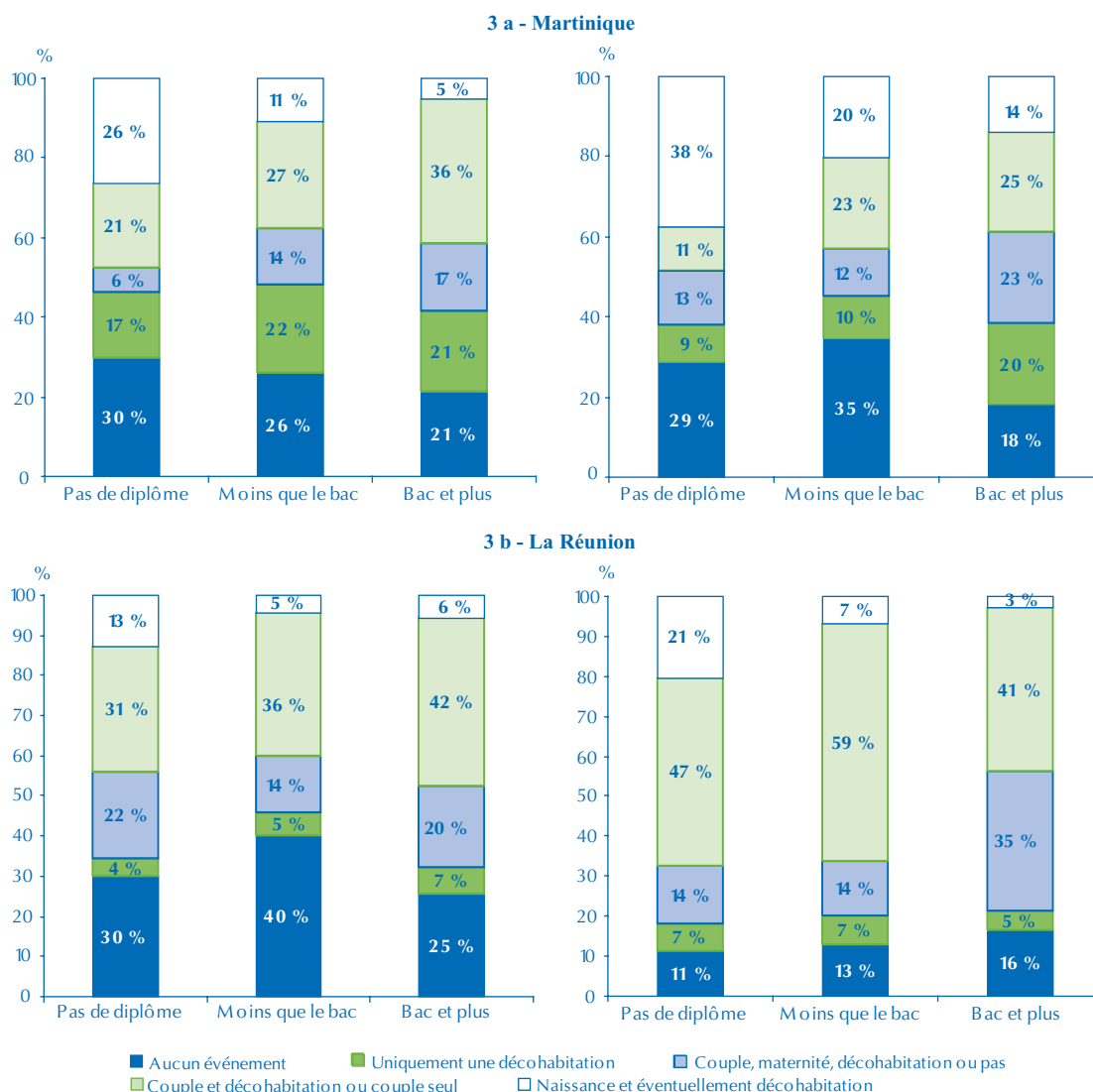
(17) Les effectifs sont alors compris entre 32 (génération 1950-1959, La Réunion – baccalauréat et plus) et 121 (génération 1950-1959, à La Réunion – Moins que le baccalauréat). Les femmes n'ayant connu ni naissance ni couple sont exclues de l'analyse, afin de ne pas perturber la valeur moyenne de la proportion de personnes dans ce cas de figure.

(18) Le total des années fait 6 puisque les années sont calculées en différence de millésime (graphique 4, p. 34). Les femmes ayant eu leur premier enfant l'année de leur sortie scolaire ou avant sans déclarer d'union ont, par exemple, passé au total six années hors couple avec un enfant.

(19) Les deux ne sont évidemment pas incompatibles.

(20) Un programme de recherche s'appuyant sur des entretiens qualitatifs commencera fin 2012, entre autres autour de cette question des modalités d'insertion sociale de la jeunesse dans les DOM.

Événements familiaux vécus dans les cinq années qui suivent celle de la sortie du système scolaire ou avant, selon le diplôme et la génération [en différence de millésimes (ddm)]
Génération 1950-1959 (à gauche) et génération 1970-1979 (à droite)



Source : INED, enquête MFV 2009-2010.

Trajectoire familiale et conditions de vie des femmes au moment de l'enquête

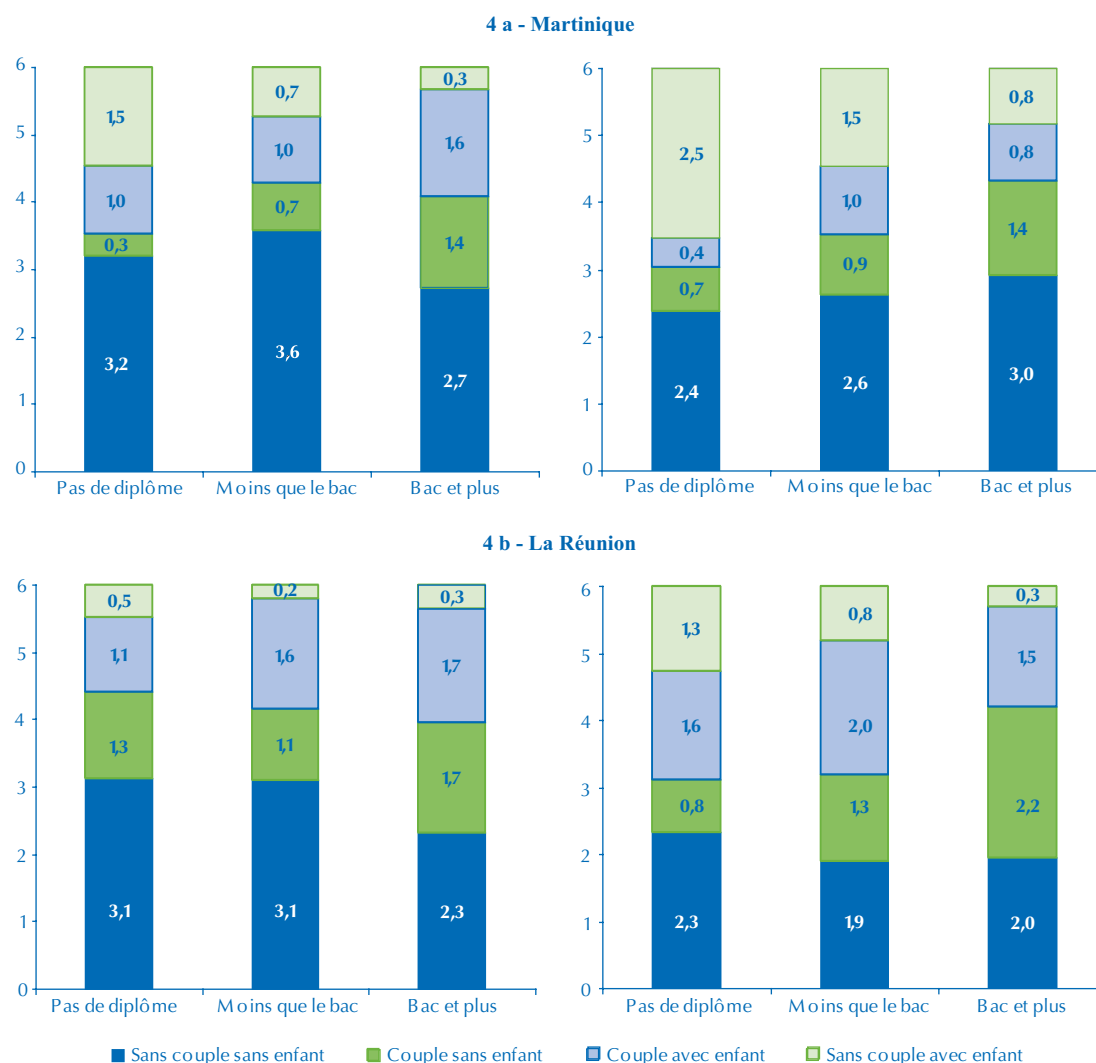
Les trajectoires familiales dans les cinq années qui suivent la fin de la scolarité peuvent être mises en relation avec la situation économique et sociale des femmes au moment de l'enquête. Pour limiter l'effet de troncature, l'étude ne retient que les femmes nées entre 1970 et 1979. Le choix méthodologique s'est porté sur une analyse des correspondances multiples (ACM), technique exploratoire d'analyse multivariée visant à juger des relations entre les dif-

férentes modalités de variables qualitatives qualifiant, dans l'exemple, l'origine sociale et culturelle des femmes, leur trajectoire familiale et migratoire et leur situation au moment de l'enquête (tableau 4, p. 35) (21). Il ne s'agit pas d'expliquer une variable (la trajectoire familiale des femmes) par d'autres variables, toutes choses égales par ailleurs (régression logistique), mais bien de juger des relations entre les modalités des variables. L'ACM permet de tester l'association de nouvelles variables avec celles qualifiant la trajectoire familiale des jeunes femmes afin d'éclairer d'éventuelles stratégies ou dépendances

(21) Seuls les trois premiers axes sont décrits ici. L'ACM a été menée sur l'ensemble des femmes, avec les données pondérées. Par conséquent, les Réunionnaises occupent une part plus importante que les Martiniquaises.

Graphique 4

Durée moyenne passée dans chaque état calculée auprès des personnes ayant eu un enfant ou s'étant mises en couple dans les cinq ans qui suivent la fin des études (en année)
Génération 1950-1959 (à gauche) et génération 1970-1979 (à droite)



Source : INED, enquête MFV 2009-2010.

notamment avec des variables qualifiant la situation économique des jeunes femmes. L'analyse des trois premiers axes montre que les relations entre trajectoire familiale et situation économique sont aussi importantes que celles qui associent niveau d'études et pauvreté.

L'axe 1 du graphique 5, p. 36 oppose les femmes les moins diplômées, exclues du marché de l'emploi (inactives) à celles plus diplômées occupant un emploi. Les personnes les plus diplômées ont souvent occupé un premier emploi dans les années suivant la fin de leurs études, contrairement aux non diplômées. Cet axe n'oppose pas les femmes « non pauvres » aux femmes « pauvres ». L'inactivité n'est pas associée à une situation de pauvreté. En revanche, l'activité protège de la pauvreté. L'inacti-

vit et le fait de n'être titulaire d'aucun diplôme sont associés à une forte sédentarité sans qu'à l'opposé les femmes les plus diplômées et actives soient associées à une forte mobilité. Aucune modalité de trajectoire familiale n'est bien représentée dans ce premier axe si ce n'est le fait d'avoir connu tous les événements (associé à la catégorie des moins diplômées, inactives et plus sédentaires) et de n'avoir que décohabité (associé à la catégorie des femmes actives et plus diplômées). L'axe 2 des graphiques 5 et 6, p. 36 isole une catégorie de femmes pauvres, au chômage et ayant eu un enfant en dehors de toute histoire de couple, rapidement après avoir quitté l'école. La pauvreté monétaire de ces femmes est couplée à une précarité ressentie. À l'opposé, les femmes inactives ont plus souvent décohabité et déclarent aussi plus souvent une mise

en couple, mais aussi la naissance d'un enfant.

Le premier profil (axe 1) est davantage martiniquais et le second réunionnais. La mise en couple « protège » les femmes de la précarité. Les femmes inactives ont plus souvent une mère n'ayant jamais travaillé. Cette relation renvoie probablement à la reproduction d'un modèle familial et un rapport à l'activité féminine plus « traditionnel ». En revanche, les femmes ayant eu un enfant sans union déclarée ont plus souvent grandi sans leurs deux parents, signe de la reproduction d'un autre « modèle » familial. La trajectoire familiale « monoparentale » est particulièrement bien représentée dans l'axe 2 tout comme la situation de chômage ; elle est opposée aux femmes inactives en couple. Les femmes ayant expérimenté tôt une situation de monoparentalité ne sortent pas du marché de l'emploi contrairement aux femmes en couple avec ou sans enfant. L'axe 3 du graphique 6, p. 36 oppose, d'une part, les femmes titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat, n'ayant connu aucun évé-

nement (familial ou professionnel) et issues d'une fratrie nombreuse et, d'autre part, celles s'étant mises en couple, titulaires d'un diplôme équivalent ou supérieur au baccalauréat. Le premier groupe de variables définit une catégorie de jeunes femmes « exclues » socialement dans les années qui ont suivi la fin de leurs études, probablement pour des raisons d'inadéquation de leur diplôme avec le marché du travail. La taille importante de la fratrie pourrait signifier que ces femmes proviennent de familles plutôt modestes (22). Le deuxième groupe de variables définit une catégorie de femmes diplômées ayant connu une insertion très rapide et locale (elles vivent géné-

Tableau 4

Données et résultats de l'analyse des correspondances multiples (facteurs 1, 2 et 3) (en %)

	Contribution			Cosinus carrés			Effectif % (pond.)
	F1	F2	F3	F1	F2	F3	
La Réunion	3	5	0	22	21	1	71
Martinique	4	6	1	22	21	1	29
Enfance avec ses parents	0	2	1	0	16	7	75
Enfance sans ses parents	0	6	3	0	16	7	25
Au chômage	1	13	0	2	33	1	24
Inactive	12	11	2	37	20	2	30
Occupe un emploi	7	0	2	49	1	5	46
Baccalauréat et plus	6	1	4	29	4	9	30
Moins que le baccalauréat	0	0	8	2	0	19	38
Pas de diplôme	12	3	1	47	5	2	32
Non pauvre	1	2	0	21	22	1	83
Pauvre	5	9	0	21	22	1	17
Aucune mobilité	12	0	9	35	0	12	26
Migrant retour	1	0	1	8	0	4	21
Migration de courte durée	1	0	8	9	0	22	53
Emploi dans les cinq ans	3	0	0	38	1	2	72
Pas d'emploi dans les cinq ans	11	1	1	38	1	2	28
Aucun événement	1	1	12	2	2	21	17
Couple et décohabitation	0	6	23	1	11	35	18
Décohabitation et naissance	0	8	0	1	22	1	13
Décohabitation uniquement	1	2	0	4	5	0	9
Les trois événements	1	3	2	5	8	4	42
Pas de précarité ressentie	1	3	1	9	19	4	67
Précarité ressentie	2	7	2	9	19	4	33
Mère active	2	1	0	19	7	0	65
Mère inactive	5	3	0	19	7	0	35
Fratrie de un à trois	2	2	0	11	5	1	24
Fratrie de quatre ou cinq	0	0	3	1	1	6	31
Fratrie de six et plus	3	0	5	15	1	10	44
Parents dans la commune	0	0	2	0	0	11	73
Pas de parents dans la commune	0	0	5	0	0	11	27
Pas de problème durant l'enfance	2	1	1	12	4	2	31
Problème durant l'enfance	1	1	1	12	4	2	69
Inertie des axes	40,8	12,2	7,6	-	-	-	-

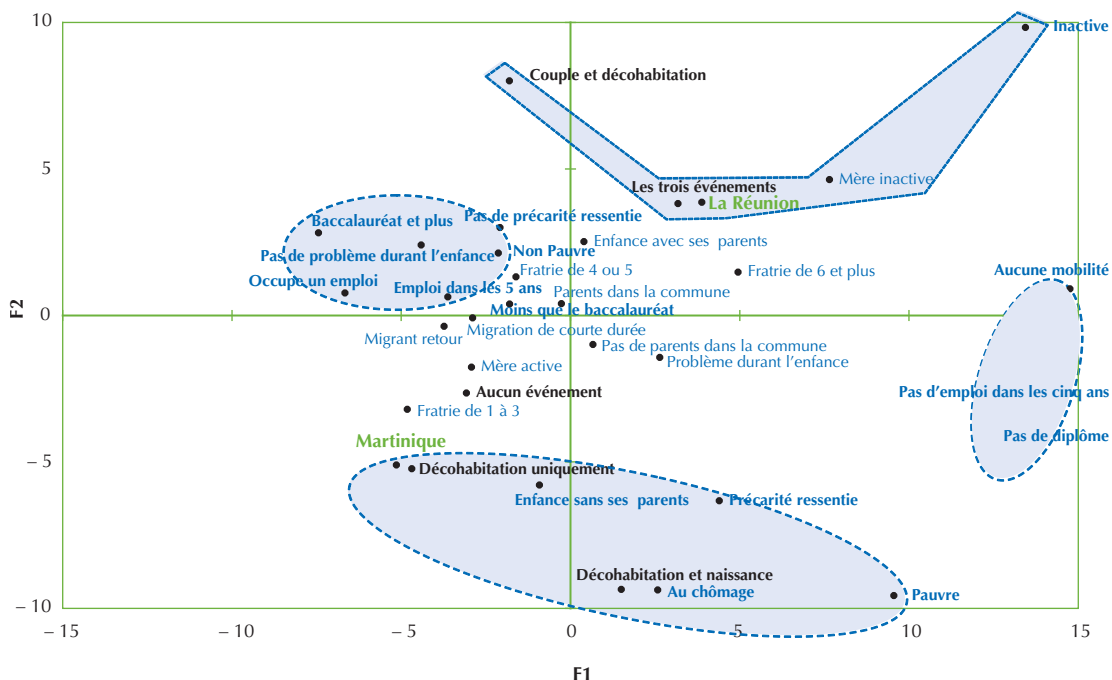
Source : INED, enquête MFV 2009-2010.

ralement dans la même commune que leur parent). L'axe 3 oppose donc des femmes ayant connu une insertion familiale rapide à des femmes ayant connu une insertion professionnelle et familiale plus tardive. Dans les deux cas, aucune variable de précarité ou de situation professionnelle ne sont associées (pauvreté, chômage ou précarité ressentie) comme si la trajectoire postscolarité n'avait pas d'impact sur leur situation au moment de l'enquête. L'absence de trajectoire comprenant une naissance dans les deux groupes est un autre élément remarquable. Le diplôme et une entrée plus tardive en maternité protègeraient, selon des modalités différentes, de la précarité.

(22) La variable de la catégorie sociale des parents a été initialement intégrée, mais les valeurs manquantes étaient trop nombreuses. Le diplôme des parents, autre indicateur possible du milieu social d'origine, n'est pas renseigné dans l'enquête.

Graphique 5

Plan factoriel de l'axe 1 et 2 de l'analyse des correspondances multiples (coordonnées principales)

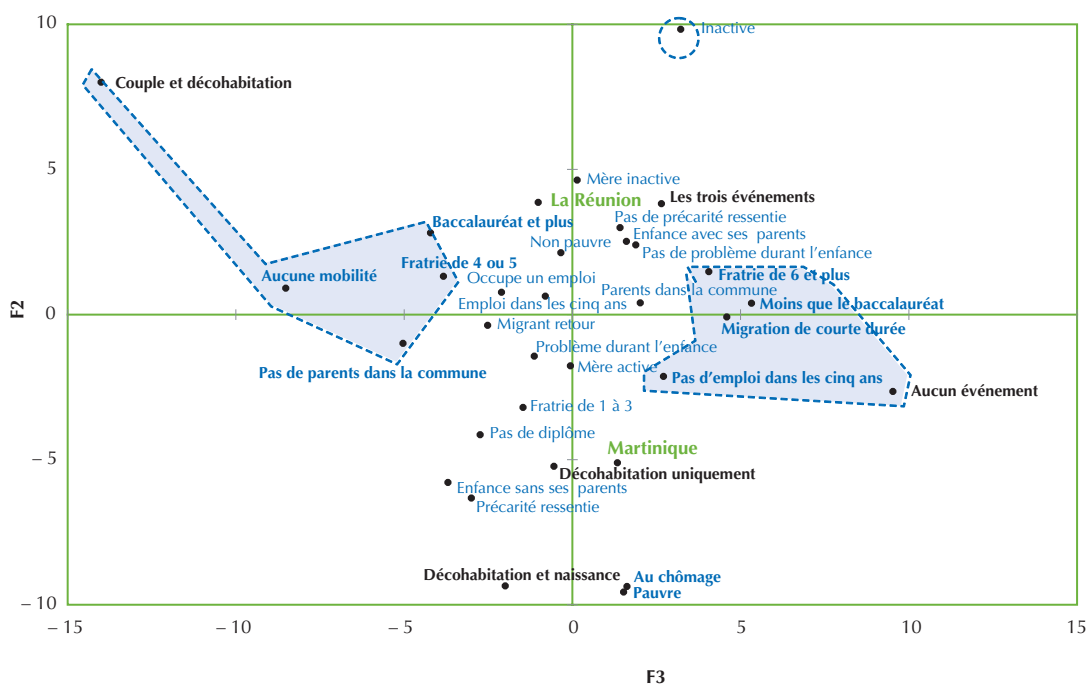


Source : INED, enquête MFV 2009-2010.

Lecture : chaque modalité des variables est représentée selon les coordonnées principales dans l'axe 1 et 2. Des modalités aux coordonnées proches sont « associées » à condition que leur contribution et les cosinus carrés dans le plan factoriel ne soit pas trop faible (tableau 4 p. 35).

Graphique 6

Plan factoriel de l'axe 2 et 3 de l'Analyse des correspondances multiples (coordonnées principales)



Source : INED, enquête MFV 2009-2010.

Lecture : chaque modalité des variables est représentée selon les coordonnées principales dans l'axe 1 et 2. Des modalités aux coordonnées proches sont « associées » à condition que leur contribution et les cosinus carrés dans le plan factoriel ne soit pas trop faible (tableau 4 p. 35).



Conclusion

Les départements d'outre-mer insulaires présentent un handicap fort lié à leur éloignement géographique de la Métropole et leur dépendance économique forte envers elle. Leur modèle de développement économique est incapable de créer suffisamment d'emplois pour absorber l'accroissement démographique, même si celui-ci a considérablement diminué. Durant les décennies 1960 et 1970, l'État a contenu en partie cet accroissement en organisant une mobilité de travail forte vers la Métropole. Cette politique se justifiait d'autant plus qu'existait sur le continent un besoin de main-d'œuvre, souvent peu qualifiée. En parallèle et au-delà de la fin de la politique active d'émigration vers la Métropole, grâce à une politique volontaire de rattrapage du développement économique et sanitaire, les départements d'outre-mer ont peu à peu comblé certains handicaps. L'éducation a été parmi les domaines les plus bénéficiaires. Mais ce modèle empreint d'une logique de rattrapage semble s'essouffler depuis près de vingt ans. Le chômage devenu « endémique », notamment chez les plus jeunes, apparaît comme insupportable, notamment face aux améliorations du niveau et de l'offre d'éducation des jeunes générations. Au cours de cette période, les comportements démographiques et familiaux ont connu de véritables bouleversements et une redistribution des rôles dans la famille. Le modèle démographique semble, lui aussi, s'essouffler. Certains comportements donnent l'impression de « résistances » locales, dont les principaux acteurs sont les jeunes, notamment peu qualifiés, ceux-là mêmes qui n'ont pas suivi les grands bouleversements. Ces résistances prennent des formes différentes selon les départements : à La Réunion, une fois terminée leur scolarité, les jeunes femmes se mettent plus rapidement en couple et ont souvent un enfant alors qu'aux Antilles, elles retardent le départ de chez leurs parents et ont parfois un enfant, sans forcément l'inscrire dans une histoire d'union.

La sortie du système scolaire et l'entrée précoce « en famille » pourraient avoir une cause commune : l'incapacité pour ces jeunes à se projeter et s'imaginer un destin dans ou hors du département autrement que par la construction de sa propre famille (23). Un repli familial qui traduirait une incréibilité dans le système ou une incapacité du modèle à leur offrir un autre choix que ce repli.

Sans espoir d'insertion professionnelle, à quoi bon prolonger ses études ? La famille devient alors une issue, presque une évidence. Entrer précocement dans une trajectoire familiale donne certes un statut à ces jeunes femmes, mais sans situation et formation professionnelle, le risque de s'installer dans des situations de dépendance est fort. Ce phénomène ne touche pas l'ensemble de la jeunesse et n'est pas exclusif aux DOM, mais la proportion de jeunes femmes concernées dans ces territoires est suffisamment importante pour que les indicateurs globaux traduisent ces résistances et ces comportements hors norme (24). On peut se demander comment, dans ce contexte de forte précarité touchant les jeunes, mais aussi une partie des personnes âgées (Marie *et al.*, 2011), le climat social n'est pas plus explosif (25). La solidarité nationale et les prestations versées sont certainement une des explications. Une autre pourrait être les fortes solidarités familiales dont les jeunes sont des acteurs importants comme on l'a récemment montré (Marie *et al.*, 2011). Comment cet équilibre fragile résistera-t-il aux prochains défis que présente le rapide et violent changement de société que constitue le vieillissement ? (Breton *et al.*, 2009).

Ces premières exploitations de l'enquête MFV soulignent les spécificités de deux départements d'outre-mer, la Martinique et La Réunion. Il faudra maintenant vérifier si les indicateurs guadeloupeens sont proches de ceux obtenus pour la Martinique. Les prolongements de ce travail sont nombreux. Par exemple, traiter spécifiquement la Guyane et ses nombreux particularismes. Le niveau de formation de la population y est moins bon et les grossesses précoces encore plus fréquentes qu'à La Réunion (Marie *et al.*, 2011). En outre, ce département est dans une dynamique de peuplement et la population n'a pas encore achevé sa transition démographique. L'enquête permettrait également de confronter les trajectoires des femmes avec celles des hommes. Les premiers résultats de l'analyse présentée dans cet article soulignent un allongement de la cohabitation parentale, particulièrement aux Antilles. De plus, de nombreuses naissances déclarées par les femmes le sont en dehors de toute union, et la majorité de ces naissances ne sont pas déclarées par les jeunes hommes. La parentalité agit différemment chez les hommes qui souvent en sont exclus. Enfin, la comparabilité de l'enquête MFV peut être complétée de l'enquête Étude des relations familiales et intergénérationnelles menée en Métropole ; des premiers résultats ont commencé à être publiés (Marie *et al.*, 2011).

(23) Le comportement des natives vivant en Métropole est de ce point de vue différent (Breton et Temporal, 2010).

(24) Il faut ici comprendre la norme comme le comportement le plus souvent rencontré, celui adopté par le plus grand nombre et qui fait en cela « référence ».

(25) Les événements de 2009, commencés en Guadeloupe avant de s'étendre dans les autres départements, ont été importants mais non suivis depuis malgré une situation générale inchangée dans les faits.

Références bibliographiques

- Bally B. et Rochoux J.-Y., 2006, *L'emploi des jeunes : beaucoup d'emplois précaires et faibles salaires, Économie de La Réunion*, n° 125:2-3.
- Breton D., 2005 a, *Fécondité et naissances précoces dans un département d'outre-mer : le cas de l'île de la Réunion*, in *Histoires de familles, histoires familiales* (sous la direction de Lefèvre C. et Filhon A.), Paris, INED, collection Cahiers de l'INED n° 156:149-171.
- Breton D., 2005 b, « Modèle de développement économique et social et comportements reproductifs : le cas de l'île de la Réunion, une des régions ultrapériphériques de l'Europe », XXV^e congrès international de la population, IUSSP, Tours (France).
- Breton D., Condon S., Marie C.-V. et Temporal F., 2009, « Les départements d'outre-mer face aux défis du vieillissement démographique et des migrations », *Population et sociétés*, n° 460.
- Breton D. et Temporal F., 2010, « Des enfants de plus en plus tard ? Territoires de résistances en outremer », Chaire Quételet 2010 « Retournements et résistance de la fécondité dans les pays du Sud », Belgique, Louvain, 24-26 novembre 2010, 20 p.
- Charbit Y. et Leridon H., 1980 (en collaboration avec Leridon H.), *Transition démographique et modernisation en Guadeloupe et en Martinique*, collection Cahiers de l'INED, n° 89.
- Conseil économique et social (CES) de la Martinique, 2009, « Transition démographique et modernisation en Guadeloupe et en Martinique », rapport.
- Galland O., 2000, *Entrer dans la vie adulte : des étapes toujours plus tardives mais resserrées, Économie et statistique*, n° 337-338:13-36.
- Marie C.-V. et Temporal F., 2011, *Les DOM : terres de migrations, Espace populations sociétés*, n° 3, à paraître
- Marie C.-V., Temporal F., Breton D. et Abdouni S., 2011, « Migrations, Famille et Vieillesse. Des défis pour La Réunion de demain », *Insee-Partenaires*, n° 12.
- Meron M. et Widmer I., 2002, *Les femmes au chômage retardent l'arrivée du premier enfant, Population*, vol. 57, n° 2:327-356.
- Nacitas J. et Paraire X., 2010, *Les jeunes de plus en plus éloignés de l'emploi, Antiane Éco*, n° 73:26-27.
- Robert-Bobée I. et Mazuy M., 2005, *Calendriers de constitution des familles et âge de fin des études*, in *Histoires de familles, histoires familiales* (sous la direction de Lefèvre C. et Filhon A.), Paris, INED, collection Cahiers de l'INED n° 156:175-200.
- Roinsard N., 2005, « Une sociologie des réaffiliations. Les effets sociaux du RMI à La Réunion », thèse de doctorat de sociologie, université de Nantes.
- Roinsard N., 2007, *La Réunion face au chômage de masse. Sociologie d'une société intégrée*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, collection Le sens social.
- Sebillé P., 2009, *Un passage vers l'âge adulte en mutation ?*, in *Portraits de Familles. L'enquête Étude des relations familiales et intergénérationnelles* (sous la dir. de Régnier-Loilier A.), Paris, INED, collection Grandes enquêtes INED:315-340.
- Toulemon L., 1994, *Les étapes vers l'âge adulte : vers un nouveau statut des femmes*, in *Constance et inconstances de la famille* (sous la dir. de Leridon H. et Villeneuve-Gokalp C.), Paris, INED, collection Travaux et documents, n° 134:165-181.
- Van de Velde C., 2008, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, Presses universitaires de France, collection Le lien social.